



La lettre de l'école démocratique

A quelle sauce profs et élèves seront-ils mangés ? (2)

Dans le premier numéro de cette lettre, nous évoquions les attaques prévues par la DPC (Déclaration de Politique Communautaire) sur la charge de travail et le statut des enseignants en nous engageant à revenir maintenant sur ce qui promettait de renforcer les inégalités de notre système éducatif. Et bien le gouvernement ne nous a pas attendus pour concrétiser une partie de ses « promesses ». Il y est allé au pas de charge. Il ne vous aura pas échappé que certaines mesures ont d'ores et déjà été votées.

La plus spectaculaire d'entre elles est sans aucun doute la réduction linéaire de 3 % des moyens d'encadrement dans le qualifiant. Avec pour objectif annoncé de lutter contre les gaspillages constatés. Lesquels ? Ceux qui résultent de l'organisation, par des écoles voisines, de filières identiques et peu fréquentées. Quelle hypocrisie ! Et surtout quel manque de courage ! Tout le monde sait que c'est la concurrence acharnée entre établissements qui génère ces gaspillages bien réels. Or, cette concurrence est due à notre système d'inscription. Plutôt que d'avoir le courage de réguler davantage l'affectation des élèves, en s'inspirant par exemple de la proposition de l'Aped (voir www.skolo.org), MR et Engagés préfèrent sabrer dans les budgets ! Ils disent ainsi vouloir forcer les coopérations. Tout ça dans un système concurrentiel auquel ils ne veulent pas toucher ! Non sens total.

L'interdiction de s'inscrire dans une 7ème pour les élèves qui disposent d'un CESS et celle pour les élèves majeurs décrocheurs de se réinscrire en 3ème ou 4ème achèvent de démontrer que ce sont bien les élèves du qualifiant qui sont le plus dans la ligne de mire. Majoritairement donc ceux issus des milieux populaires. Soit les principales victimes des inégalités criantes qui règnent chez nous.

Comme pour le confirmer, le gouvernement a décidé de ne pas prolonger à la 4ème primaire les mesures de gratuité des fournitures scolaires qui existent actuellement en maternelles et pour les trois premières primaires. Cela veut dire que la cohorte d'élèves qui en bénéficiait depuis le début de sa scolarité va maintenant sortir du système. Pourtant, la gratuité joue un rôle important pour les familles. Et permet de faire en sorte que tous les élèves possèdent le matériel adéquat au même moment,

Mais si le gouvernement n'a pas tardé à mettre en pratique de nombreuses mesures antisociales prévues par la DPC, la riposte ne s'est pas fait attendre non plus. Une journée de grève particulièrement bien suivie a déjà eu lieu le 26 novembre. Et le front commun syndical prévoit une montée en puissance progressive dès ce mois de janvier. Le combat ne sera pas facile face à ce gouvernement réactionnaire. Il n'en est que plus indispensable. Les profs, les parents, les élèves et les étudiants ont plus que jamais besoin d'unité et d'esprit combatif. Car les conditions de travail, les statuts, les conditions d'apprentissage et d'accès sont des enjeux très importants qui servent le plus fondamental de tous : celui de bâtir un enseignement démocratique comme condition nécessaire à la construction d'une société démocratique. L'Aped ne manquera pas de se joindre à ce combat. Aux côtés de tous ceux qui se battent dans ce sens. Qu'il s'agisse des syndicats, du secteur associatif ou des nombreux profs et élèves qui se sont retrouvés pour la première fois de leur vie dans la rue ce 26 novembre.

Vous voulez en savoir plus ?

Vous découvrirez une analyse beaucoup plus complète de la DPC sur notre site :



Photocopiez et distribuez cette lettre ou relayez-la par mail

Appel pour une école démocratique (APED)

L'Appel pour une école démocratique (Aped) est un mouvement de réflexion et d'action qui milite en faveur du droit de tous les jeunes d'accéder à des savoirs porteurs de compréhension du monde et à des compétences qui leur donnent force pour agir sur leur destin individuel et collectif.

L'Aped analyse et combat les mécanismes économiques, les réalités institutionnelles, les choix budgétaires, les discours idéologiques et les pratiques pédagogiques qui tendent à maintenir ou à développer l'inégalité sociale à l'école ou à réduire l'enseignement à une fabrique de main-d'oeuvre productive. Nous étudions, encourageons et diffusons activement, tout ce qui remet en question l'école comme appareil de reproduction des hiérarchies sociales existantes. Nous cherchons à rassembler ceux qui, en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, veulent oeuvrer au projet de démocratiser l'enseignement et d'en faire un instrument pour l'émancipation collective sur le plan social, économique, politique et culturel.

L' Aped a besoin de vous pour grandir !

Vous pouvez :

- Devenir membre de l'APED. Le montant de l'adhésion est de 16 € (ou plus, sur une base volontaire). Un abonnement à notre magazine trimestriel « L'école démocratique » est inclus. En tant que membre, vous êtes invité une fois par an à une assemblée générale nationale des membres et aux activités régionales de l'APED et vous bénéficiez d'une réduction sur les activités payantes.
- Vous abonner au magazine trimestriel « L'école démocratique ». Abonnement annuel : 15 €, prix étudiant 7 € .
- Devenir un 'relais' de l'APED dans votre école (diffuser nos lettres et dossiers à vos collègues et/ou étudiants, relayer nos activités, apposer des affiches, etc. »
- Inviter un intervenant APED dans votre école ou dans une association pour une conférence ou un débat sur un thème « enseignement » d'actualité .
- Coopérer avec le groupe régional APED - Liège / Bruxelles / Hainaut

Ou, simplement, vous souhaitez découvrir plus globalement les analyses et les activités de l'APED ?

Intéressé(e) ?

Rendez-vous sur notre site : www.skolo.org

